GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 7 avril 2015

DELTENRE Damien. *Niger: cap sur 2016! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections*, Note d'Analyse du GRIP, 7 avril 2015, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1619

NOTE D'ANALYSE

NIGER : CAP SUR 2016 !

Situation politique et sécuritaire à la veille des élections

Par **Damien Deltenre**

7 avril 2015

Résumé

Pour le Niger, 2016 sera une année électorale. La première transition démocratique depuis le coup d'État du 18 février 2010 sera l'occasion pour le président Issoufou de présenter son bilan. Les résultats sont en demi-teinte pour ce pays qui a été forcé de réaliser de grands investissements dans la défense pour faire face aux crises libyenne, malienne et nigériane. En plus des menaces externes qui engendrent une insécurité intérieure, le Niger est confronté au risque posé par le développement de l'économie criminelle, en particulier dans ses confins sahariens. Enfin, l'opposition politique, affaiblie et fragmentée, pourrait fragiliser la tenue pacifique des élections dans une situation où les autorités ont misé davantage sur la politique étrangère au détriment de la situation intérieure.

_____

Abstract

Niger: Heading Toward 2016!
Political and Security Situation on the Eve of the Elections

For Niger, 2016 will be an electoral year. The first democratic transition since the 18th February 2010 coup will be the occasion for president Issoufou to present its results. The results are mixed for this country which had to consent large defense investments in order to cope with the crises in Libya, Mali, and Nigeria. In addition to external threats which trigger internal insecurity, Niger faces the danger of a developing criminal economy, especially in the Sahara. Finally, the political opposition, weakened and fragmented, can undermine the elections in a context where the authorities have done more foreign policy than domestic politics.

Introduction

L'année 2015 s'annonce chargée pour le Niger. Ce pays d'Afrique de l'Ouest, au cœur de la zone sahélo-saharienne, se dirige d'un pas assuré vers des scrutins législatifs et présidentiels qui se tiendront au début de l'année 2016, clôturant les mandats de cinq ans prévus par la Constitution de la VII^{e} République.

Ces échéances électorales revêtent une importance capitale pour la démocratie au Niger. Il s'agira en effet de la première transition civile depuis le coup d'État militaire du 18 février 2010 qui avait destitué le président Mamadou Tandja[1] après sa tentative de se maintenir au pouvoir au-delà de la limite des deux mandats fixée par la Constitution[2]. C'est dans ce contexte que les militaires étaient intervenus pour renverser le régime en place en dénonçant le « coup d'État civil » de Tandja[3]. Pour la quatrième fois dans l'histoire du pays, l'armée s'immisçait en politique[4]. La transition fut toutefois rapide et des élections législatives eurent lieu le 31 janvier 2011. Le scrutin présidentiel sonna le retour de l'ordre démocratique le 12 mars suivant.

Le MNSD[5], héritier du parti unique dirigé par Tandja, ne fut toutefois pas sanctionné par les urnes. Le coup d'État était avant tout dirigé contre Tandja personnellement. Aux législatives comme aux présidentielles, le MNSD s'affirma encore comme le second parti du pays, derrière le PNDS[6] de Mahamadou Issoufou. Le contexte de transition amena toutefois Issoufou et Amadou, deux ténors de l'opposition à Tandja impliqués de longue date dans la politique nigérienne, à se réunir pour former une majorité gouvernementale[7].

Le redémarrage démocratique, qui avait suscité l'espoir dans un pays continuellement confiné au bas des classements socio-économiques[8], a toutefois été heurté de plein fouet par le contexte international. Dès la fin de 2010, les « Printemps arabes » secouent l'Afrique du Nord. Les présidents tunisien et égyptien sont déchus tandis que la guerre civile éclate en Libye. Au sud, Boko Haram accroît ses activités terroristes. En 2012, le Mali s'effondre. Le Niger, au cœur de cette zone d'instabilité et de violence, résiste au prix d'importants efforts sécuritaires qui ne sont pas sans conséquences sur les objectifs de développement du pays.

---

1. Damien Deltenre, « Niger : du coup d'État à l'engagement international », Note d'Analyse du GRIP, 16 juillet 2013, Bruxelles.
2. « Un coup d'État prévisible », *RFI*, 20 février 2010.
3. E. Grégoire, « Coup d'État au Niger : le président Mamadou Tandja chassé par l'armée », *Hors-champ*, 22 février 2010.
4. I. Kimba (éd.), *Armée et politique au Niger*, Codesria, Dakar, 2008.
5. Mouvement national pour la société de développement.
6. Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme.
7. « Présidentielle au Niger : ralliements et jeux d'alliance autour de Mahamadou Issoufou », *RFI*, 11 février 2013.
8. Au classement de l'indice de développement humain, le Niger a occupé les rangs suivants : 124/124 (1980, 1985), 140/141 (1990), 158/158 (2000), 173/174 (2005), 172/173 (2006, 2007), 174/175 (2008), 178/178 (2009), 186/187 (2010-2012), 187/187 (2013). « Human Development Index (HDI) », *United Nations Development Programme*, New York.

1. De la société de développement à la diplomatie sécuritaire

Surfant sur la vague du *security-development nexus*[9], le programme de l'administration Issoufou repose sur un progrès socio-économique dans un contexte sécurisé. Le *Plan de développement économique et social 2012-2015* (PDES) en constitue le principal document programmatique[10]. Il est le pendant à moyen terme de la *Stratégie de développement durable et de croissance inclusive* qui s'étale quant à elle jusque 2035. Le PDES se présente sous la forme de cinq axes stratégiques auxquels sont associés des résultats qui doivent en principe avoir été atteints à la fin de la législature. Ceux-ci sont repris dans le tableau suivant.

Tableau 1 – Axes et résultats stratégiques du PDES[11]

AXES STRATÉGIQUES	RÉSULTATS STRATÉGIQUES
1. Consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques.	La gestion du développement est facilitée. L'équité et l'égalité des citoyens aux services publics sont garanties. Les institutions démocratiques et républicaines sont crédibles.
2. Création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif.	Les aspirations des citoyens à la sécurité sont satisfaites. Les leviers de la croissance démographique sont maîtrisés. Les ressources environnementales sont préservées et gérées de manière durable. Les disparités inter et intra régionales sont atténuées.
3. Sécurité alimentaire et développement agricole durable.	Les Nigériens assurent de manière durable leur sécurité alimentaire.
4. Promotion d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive.	La croissance économique est forte et soutenue, inclusive, créatrice d'emplois. Les jeunes sont intégrés dans le circuit économique.
5. Promotion du développement social.	Le niveau de développement social est significativement amélioré.

Le coût de cet ambitieux programme était estimé à son lancement à 8,2 milliards d'euros sur quatre ans. La première année, le coût du PDES devait représenter 17 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012, et grimper à 35 % du PIB dès 2013. Pour le financer, le Niger a fait appel à la générosité internationale. En plus des financements de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de la Banque islamique notamment, le Niger a obtenu 4,8 milliards d'euros à l'occasion d'une table ronde de donateurs qui s'est tenue à Paris du 13 au 15 novembre 2012[12]. Trois ans après son lancement, le PDES semble toutefois loin d'avoir atteint les résultats escomptés.

9. D. Chandler, « The Security-Development Nexus and the rise of 'anti-foreign policy' », *Journal of International Relations and Development*, 10 (4), 2007, p. 362-386.

10. *Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015. Synthèse*, ministère du Plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, Niamey, 2012.

11. Extrait d'*ibid.*, p. 21.

12. A. Faujas, « Le Niger veut 'bâtir la résilience de ses populations' », *Le Monde*, 19 novembre 2012.

Financé pour une part par les recettes nationales, le plan a souffert d'une conjoncture économique morose. Alors que son scénario de base envisageait une croissance du PIB de 9,2 % sur les deux premières années, celle-ci ne s'est élevée qu'à 7,6 %[13], soit moins que le scénario « basse croissance » envisagée par le plan[14].

Les grands projets structurels portés dans le PDES illustrent bien le retard pris par le plan. Le barrage hydroélectrique de Kandadji, situé 180 kilomètres en amont de Niamey sur le fleuve Niger, possède le potentiel de rendre le pays indépendant au niveau électrique. Ce vieux dossier relancé par Tandja n'est cependant toujours pas sorti de terre[15]. La société russe qui avait remporté l'appel d'offre pour ce barrage à un milliard de dollars[16] a pris un tel retard que le contrat lui a finalement été retiré fin 2014[17]. Le nouvel appel d'offre lancé début 2015 ne laisse aucun espoir à Issoufou de voir l'entrée en production des premiers mégawatts pour les présidentielles. Le projet de boucle ferroviaire Abidjan – Ouagadougou – Niamey – Cotonou est quant à lui sur la bonne voie, mais ne sera pas non plus terminé pour les élections. La gare de Niamey a bien été inaugurée le 7 avril 2014[18], mais des questions persistent sur la conception de ce projet qui va utiliser des voies de 1 000 mm d'écartement, au lieu des 1 435 mm standard. Bien que moins chères, ces voies imposent l'utilisation de matériel roulant moins courant (et donc plus cher), ne permettent pas des vitesses élevées, limitent les charges et seraient plus enclines à provoquer des déraillements[19]. Pour un chemin de fer destiné essentiellement au fret, ce handicap pourrait sérieusement brider le potentiel de cet axe capital pour le désenclavement du Niger. Enfin, si le gouvernement peut revendiquer une augmentation de 8 % des kilomètres de routes bitumées[20], certains choix d'équipement posent question. La route Abalak-Agadez, célèbre pour l'uranium qu'elle permet d'évacuer et pour ses nids de poules, n'a été rénovée sur une longueur de 20 km qu'à la hauteur du carrefour menant ver Ingall, soit au beau milieu de ce tronçon particulièrement défoncé[21].

Même si le bilan du PDES comporte des points positifs, ses effets demeurent très loin des objectifs escomptés. Une première raison de ce retard peut être trouvée dans la structure

13. Données Banque mondiale, 2015.

14. Ce taux de croissance dont rêveraient beaucoup de pays industrialisés est plombé par la croissance démographique la plus élevée du monde (3,9 % en 2012). *Le Niger en chiffres 2014*, Institut national de la statistique, Niamey, novembre 2014, p. 32.

15. Le président Tandja en avait posé la première pierre en août 2008. Le projet d'un barrage à cet endroit date des années 1930. R. Carayol, « Kandadji, barrage ou mirage ? », *Jeune Afrique*, 4 juillet 2013.

16. « Barrage de Kandadji : le Niger obtient 100 milliards de FCFA », *Jeune Afrique*, 17 novembre 2014.

17. « Barrage de Kandadji : les Russes recalés », *Jeune Afrique*, 18 juin 2013.

18. M. Kaka, « Inauguration de la première gare ferroviaire à Niamey », *RFI*, 7 avril 2014.

19. A. Bohoun, « Boucle ferroviaire : la réhabilitation du chemin de fer Cotonou-Parakou lancée », *ORTB*, mars 2015.

20. Le pays comptait 4 397 km de routes bitumées en 2013, contre 4 053 en 2011. *Le Niger en chiffres 2014*, Institut national de la statistique, Niamey, novembre 2014, p. 72.

21. Observations de l'auteur lors d'une visite au Niger, janvier – février 2015.

même du système étatique nigérien, marquée par le néo-patrimonialisme[22] et qui caractérise de nombreux autres États africains.

Pour encadrer le PDES, de nombreuses institutions ont en effet été créées avec pour conséquence une augmentation importante des postes administratifs utilisés bien souvent en échange ou en récompense d'un soutien politique. Le nombre de fonctionnaires a ainsi augmenté de 26,5 % entre 2011 et 2013, une croissance essentiellement due à l'inflation d'agents statutaires[23]. En termes financiers, cela représente une augmentation de la masse salariale de la fonction publique de 87,7 % par rapport à 2010[24]. La création des organismes destinés à encadrer le PDES, combinée à des recrutements qui ne sont pas nécessairement basés sur la compétence, est un des facteurs qui peuvent expliquer la lenteur du PDES à produire des effets concrets.

Le contexte extérieur semble toutefois avoir eu une influence plus déterminante sur la difficulté pour le Niger à mettre en œuvre son plan de développement. La dégradation rapide de la situation sécuritaire dans les pays voisins (Nigeria, Libye et Mali) l'a forcé à porter son attention vers l'extérieur et la sécurité avant tout le reste. Doté d'une armée modeste, le gouvernement a été amené à engager des dépenses d'équipement importantes pour ses troupes, en particulier pour sa force aérienne[25], même si les coûts de fonctionnement élevés et le manque de formation des pilotes pèsent sur le déploiement des nouveaux appareils[26]. Ces investissements pèsent sur le budget national qui a consacré en 2012 environ 4,2 %[27] de ses ressources à des dépenses exceptionnelles pour l'armée[28]. Cet effort s'est maintenu les années suivantes comme en témoigne l'achat en octobre 2014 d'un avion de renseignement à 10 millions d'euros[29]. Ces dépenses, nécessaires pour assurer la survie de l'État menacé sur trois de ses frontières, rognent sur les autres postes budgétaires, comme le déclarait le ministre de l'Intérieur : « *c'est de l'argent que l'on prend à l'éducation et à la santé* »[30].

---

22. Le néo-patrimonialisme désigne un système politique qui a l'apparence d'un État moderne, mais dans lequel continuent de prédominer les relations de clientélisme. Le soutien politique ne dépend alors pas tant de l'adhésion à une idéologie que de la fidélité à un individu, compte tenu des avantages concrets que ce soutien prodigue. S. Eisenstadt, *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*, Sage, Beverly Hills, 1973.

23. *Le Niger en chiffres 2014*, *op. cit.*, p. 53.

24. *Bilan des 3 ans de mise en œuvre du programme de renaissance. Avril 2011 – avril 2014*, Cabinet du Premier ministre, Niamey, 2014, p. 15.

25. Le Niger s'est doté en février 2013 de deux chasseurs à réaction SU-25. Touchard L., « Le Niger déploie ses premiers avions à réactions, deux Sukhoy SU-25 », *Jeune Afrique*, 1er mai 2013.

26. Les trois hélicoptères « Gazelle » offerts par la France en mars 2013 n'étaient toujours pas prêts au combat en février 2015. J.-L. Le Touzet, « Le Niger désarmé face à Boko Haram », *Libération*, 17 février 2015.

27. En 2012, le budget du Niger s'élevait à 1 038 milliards de francs CFA, soit 1,58 milliard d'euros. *Le Niger en chiffres 2014*, *op. cit.*, p. 64. Par comparaison, ce montant représente pas moins de 45 % des dépenses publiques destinées à la santé pour la même année et qui s'élevaient à 97 milliards de francs CFA (Banque mondiale, 2015).

28. R. Carayol, « Niger, au milieu du chaos », *Jeune Afrique*, 24 avril 2013.

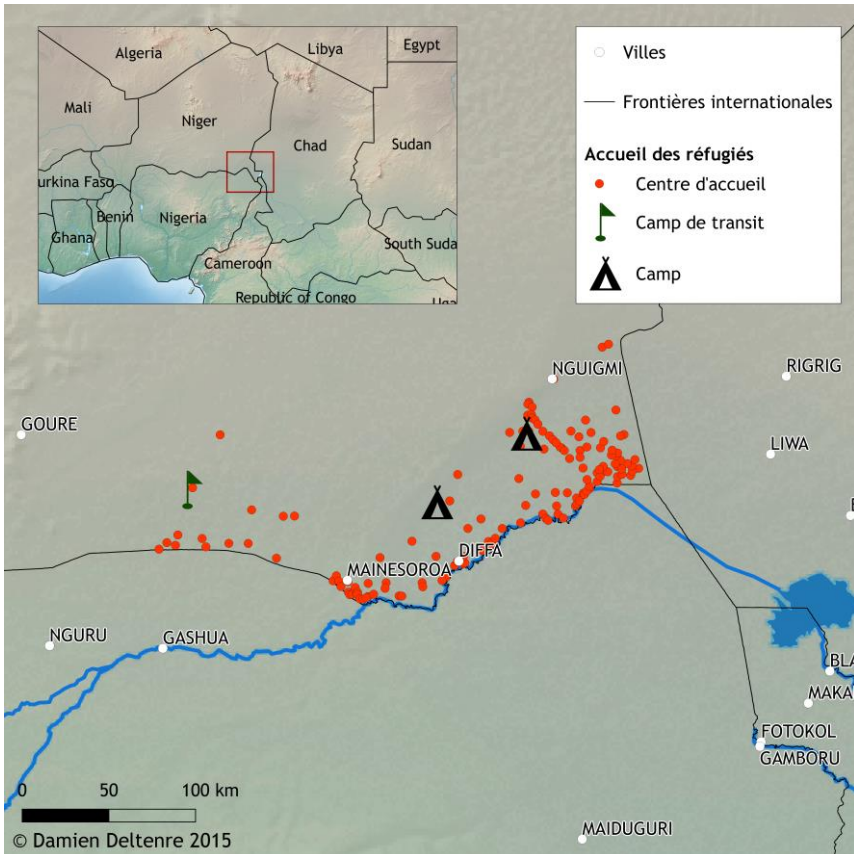
29. Touchard L., « Pourquoi le Niger a acheté un avion de renseignement à 10 millions d'euros », *Jeune Afrique*, 23 octobre 2014.

30. R. Carayol, *op. cit.*

L'aide étrangère, sous forme de financements ou de dons, est vitale pour le Niger. Les autorités ont donc déployé une grande activité diplomatique durant leur mandat. En contrepartie des aides matérielles, politiques et financières, le Niger a adopté une posture d'ouverture vis-à-vis de la scène internationale, s'affirmant comme un allié fidèle et fiable. Les déplacements du président Issoufou traduisent bien cette posture.

Depuis avril 2013, il a effectué en moyenne 2,2 déplacements à l'étranger chaque mois[31]. La France, visitée six fois durant cette période, apparaît comme le partenaire le plus proche du Niger.

Figure 1 : Localisation des centres d'accueil de réfugiés dans le sud-est du Niger



Cet engagement international ne s'est pas limité au cercle diplomatique. Malgré ses moyens sécuritaires limités, le pays s'est impliqué militairement dans la résolution des crises de la région. Au 31 janvier 2015, 1 733 soldats nigériens étaient déployés dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU[32]. Le Niger a participé avec un bataillon à l'opération Serval au Mali[33] et est actuellement engagé massivement au sein de la force multinationale contre Boko Haram[34]. Comme conséquence de cette posture assertive sur la scène internationale, le pays est entré dans un dilemme sécuritaire d'exposition-renforcement. Son engagement étranger l'expose à des représailles, lesquelles renforcent la posture offensive du gouvernement, qui s'expose alors à de nouvelles menaces. L'intervention nigérienne au Mali est la cause directe des attentats qui ont frappé Agadez et Arlit en mai 2013[35], lesquels ont amené le pays à renforcer sa présence militaire près de la frontière libyenne, autorisant la France à installer une base avancée à Madama[36]. La lutte contre l'islamisme a ensuite amené le Niger à une position ferme face à Boko Haram. La secte nigériane a alors directement attaqué le pays et menacé personnellement le président Issoufou[37]. Le Niger s'est engagé dans une

31. Ente le 6 avril 2013 et le 19 mars 2015, le président a effectué 53 voyages à l'étranger dans pas moins de 31 pays différents. *Présidence de la République du Niger*, Niamey, 2015.

32. Principalement en Côte d'Ivoire (857 soldats) et au Mali (870). « UN Mission's Contributions by Country », Département des opérations de maintien de la paix, New York, 31 janvier 2015.

33. « Qui participe à l'opération Serval au Mali ? », *Le Monde*, 29 janvier 2013.

34. « Boko Haram : offensive d'envergure lancée par le Niger et le Tchad », *RFI*, 8 mars 2015.

35. « Niger : double attentat-suicide à Agadez et Arlit, le Mujao accusé », *RFI*, 23 mai 2013.

36. « Niger : Madama, base de la lutte contre les trafics », *RFI*, 1er mai 2015.

37. « Boko Haram : Shekau meance Déby, Biya et Issoufou », *Jeune Afrique*, 21 janvier 2015.

dynamique où ses positions sécuritaires en appellent d'autres, augmentant de fait la menace extérieure sur le pays et le forçant à consentir des moyens encore plus importants à la défense. La posture internationale du Niger, centrée sur la diplomatie sécuritaire, apparaît donc comme une des premières causes du manque d'avancées dans les domaines intérieurs.

De surcroît, la persistance et l'intensification des conflits chez les voisins du Niger ont des conséquences directes pour ce pays. Celui-ci comptait près de 100 000 réfugiés à la mi-2014, surtout des Maliens, Nigérians et des Nigériens de retour de l'étranger[38].

En plus de la pression sur les capacités du pays à faire face à l'afflux de ces populations dans le besoin, le Niger fait aussi face au risque sécuritaire que représentent les zones d'accueil situées le long de sa frontière (voir Figure 1)[39]. Lorsque le gouvernement nigérien a décidé de prendre part à la lutte contre Boko Haram, c'est à partir de ces camps que les terroristes ont attaqué le Niger. L'engagement sécuritaire international du pays a donc provoqué la mutation de ce qui était une zone de repli des rebelles en zone de front[40].

2. Une économie criminelle inquiétante

Le maintien de l'insécurité régionale et la lenteur du gouvernement à apporter les progrès socio-économiques espérés par le retour au régime civil s'accompagnent par ailleurs d'un discret essor de l'économie criminelle. Le Niger, au cœur de la zone sahélo-saharienne, a longtemps été un espace d'échanges, mais aussi de trafics. Depuis une vingtaine d'années, la contrebande « traditionnelle » de produits subsidiés dans les pays du Maghreb a été rejointe par le trafic de drogue[41] : cannabis venu du Maroc et cocaïne en provenance d'Amérique latine via les ports du golfe de Guinée. Le Niger ne constitue pas un marché pour les stupéfiants, mais plutôt une zone de transit qui permet de faire circuler la marchandise vers l'Europe[42]. Le contrôle de l'espace, qui autorise le mouvement, représente un enjeu fondamental dans le commerce illicite saharien.

L'immixtion du narcotrafic dans l'économie du Mali a été reconnue comme une des causes du pourrissement du régime d'Amadou Toumani Touré, de la prospérité d'AQMI et *in fine* de l'effondrement de l'État[43]. La destruction des sanctuaires terroristes au nord-Mali et l'intervention militaire multinationale dans le pays ont bouleversé les axes de

38. *UNHCR Mid-Year Trends 2014*, Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Genève, 2014, p. 16.

39. Les 144 zones d'accueil des réfugiés sont situés en moyenne à seulement 15km à l'intérieur du territoire nigérien. « Cartographie des sites d'accueil des déplacés du Nigéria (octobre 2014). Niger - région de Diffa », Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Genève, 11 février 2015.

40. « Niger : des cellules dormantes de Boko Haram dans le sud-est », *RFI*, 10 février 2015.

41. J. Scheele, « Circulations marchandes au Sahara : entre licite et illicite », *Hérodote*, 142 (3), 2011, p. 143-162.

42. S. Julien, « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », *Hérodote*, 142 (3), 2011, p. 125-142.

43. G. Berghezan, « La corruption, au cœur de l'effondrement de l'État malien », dans Rouppert B. (éd.), *Sahel. Eclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, Bruxelles, 2013 (Les livres du GRIP, 305-306). Voir aussi *Mali : éviter l'escalade*, Rapport Afrique n° 189, International Crisis Group, Dakar/Bruxelles, 18 juillet 2012, p. 7-8.

circulation de la drogue au Sahel-Sahara, mais ne les ont pas coupés. Le nord du Niger offre toujours une vaste route difficile à surveiller pour les États de la région. Encore aujourd'hui, des véhicules chargés de drogue traversent le pays en à peine trois jours le long de sa frontière avec l'Algérie. Un *modus vivendi* semble d'ailleurs avoir été trouvé avec les groupes de bandits armés Touaregs et Toubous qui sillonnent la zone.

Les convois de drogue misant sur la mobilité sont peu armés. En cas d'attaque de coupeurs de route, les véhicules se séparent pour n'en laisser capturer qu'un seul. Les trafiquants contactent ensuite les assaillants, à qui ils rachètent leur propre chargement[44].

Pour les autorités, la fluidité de ces trafics les rend difficile à intercepter. Le plus gros danger se trouve cependant dans la contamination de l'économie licite par l'argent de la drogue. De nombreux observateurs et acteurs de la sécurité s'inquiètent en effet du développement au Niger de filières présumées de blanchiment de l'argent du narcotrafic[45]. Les sociétés de transport de personnes seraient particulièrement appréciées des trafiquants. Les statistiques montrent que le nombre de telles entreprises a été multiplié par 8 entre 1999 et 2009, ce qui correspond à la croissance des autres secteurs. Toutefois, sur les 96 entreprises que permettent d'identifier ces données, plus des deux tiers sont nées entre 2006 et 2009[46]. L'essor du transport de voyageur est donc un phénomène récent au Niger et coïncide avec le développement du trafic de cocaïne en Afrique amorcé au milieu des années 2000[47]. L'insertion de l'argent de la drogue dans une économie qui a grand besoin de liquidités et d'emplois constitue une menace de taille pour les autorités nigériennes, car la lutte contre les trafiquants demandera d'offrir des alternatives licites aux Nigériens impliqués dans ces activités.

Dans l'immédiat, ce qui apparaît comme la menace la plus sérieuse pour l'État nigérien pourrait bien se trouver plutôt dans les confins du Sahara. La découverte en avril 2014 d'un important gisement d'or dans le plateau du Djado, à l'extrême nord-est du pays près des frontières algérienne et libyenne, a suscité une véritable ruée vers le précieux métal[48]. La ville d'Agadez, passage obligé pour rejoindre les sites d'orpaillage, a d'ailleurs pris l'apparence d'une cité minière. Les pelles, pioches et détecteurs de métaux ont volé la vedette aux oranges de l'Aïr sur les étals du marché. Dans le centre-ville se sont installés de nombreux comptoirs d'achat d'or[49]. Cette situation possède un potentiel sécuritaire important, car les sites de prospection, au cœur du désert, ont connu un afflux sans précédent de candidats orpailleurs. Des campements rassemblant des milliers de

44. Entretien de l'auteur avec des responsables Touaregs. Agadez, janvier – février 2015.

45. Entretien de l'auteur avec des responsables nigériens de la justice et de la sécurité. Niamey, janvier – février 2015.

46. « Bienvenue sur le répertoire des entreprises de l'INS », Institut national de la statistique, Niamey, 2015.

47. « Avant 2005, les saisies de cocaïne sur le continent africain étaient négligeables, de l'ordre d'une tonne par an, alors qu'entre 2005 et 2008, 46 tonnes ont été interceptées ». S. Julien, *op. cit.*, p. 130. Voir aussi W. Lacher, « Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region », dans F. Wehrey & A. Boukhars (éds.), *Perilous Desert. Insecurity in the Sahara*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington e.a., 2013, p. 61-85.

48. « Niger : la ruée vers l'or d'Agadez », *RFI*, 8 juillet 2014.

49. Observations de l'auteur lors d'une visite à Agadez, janvier – février 2015.

personnes sont sortis de terre[50]. Là, toutes les transactions se règlent en or. Bon nombre de mineurs viennent des pays voisins comme la Libye, mais surtout du Tchad. La concentration de richesses dans ces zones reculées a aussi attiré des bandes armées qui sillonnent la région et détroussent les mineurs.

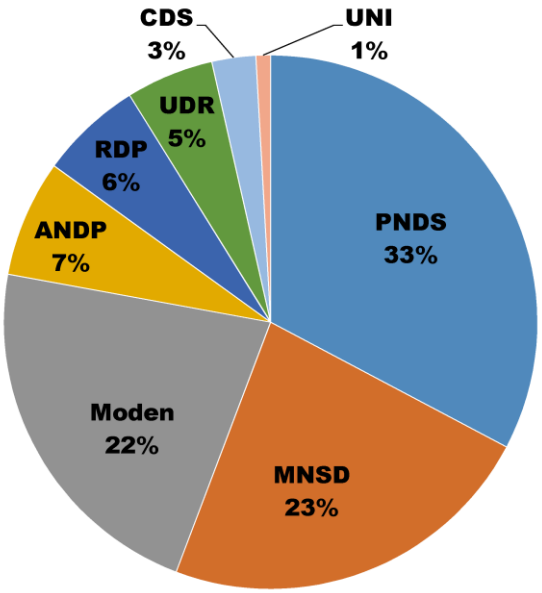
Le Niger a bien envoyé des troupes sur place pour chasser les étrangers et réglementer l'activité d'orpaillage[51], mais ces militaires seraient eux-mêmes plutôt occupés à chercher de l'or[52]. Le risque est réel de voir cette région échapper au contrôle de l'État.

Sans aller vers une résurgence de la rébellion du Mouvement des Nigériens pour la justice – dont la démobilisation marquée par l'argent libyen a désolidarisé le groupe – la persistance de la situation d'anarchie en Libye et le maintien des voies de passage illicites dans le même secteur pourraient produire un mélange détonant d'argent, de trafiquants et de groupes radicaux armés au cœur du Sahara.

3. Une opposition fragmentée

Dans le contexte des échéances électorales de 2016, le troisième facteur qui pèse sur la majorité en place est paradoxalement la faiblesse de l'opposition politique. Pour contrer le parti du président déchu Mamadou Tandja, les deux opposants au MNSD Mahamadou Issoufou et Hama Amadou ont allié leurs partis respectifs, le PNDS et le Moden, s'offrant une confortable majorité de 55 % des sièges à l'Assemblée nationale (détails à la Figure 2)[53]. Cependant, des tensions sont apparues assez rapidement entre les deux hommes, qui ont conduit le PNDS à prendre ses distances par rapport à son allié. Le gouvernement de Brigi Rafini, qui comptait quatre ministres Moden à sa formation, a subi trois remaniements[54] qui ont abouti à l'irruption de ministres MNSD et de dissidents du Moden opposés à Hama Amadou[55].

Figure 2 – Composition de l'Assemblée nationale du Niger



Le gouvernement d'union nationale voulu par le président Issoufou[56] a dès lors eu pour principal effet de renforcer le leadership du PNDS et de diluer la présence du Moden. Amadou, qui faisait figure de plus sérieuse alternative à Issoufou pour les présidentielles de 2016, a été

50. « Niger : la ruée vers l'or d'Agadez », *op. cit.*

51. « Ruée vers l'or au Niger : fermeture provisoire du site », *RFI*, 31 août 2014.

52. Entretien avec des responsables nigériens de la sécurité. Niamey, janvier – février 2015.

53. « Les groupes parlementaires », Assemblée nationale du Niger, Niamey, 5 mars 2012.

54. Les 12 septembre 2011, 2 avril 2012 et 13 août 2013.

55. C. Muratet, « Polémiques à Niamey à deux ans de la présidentielle », *RFI*, 7 février 2014.

56. « Niger : nouveau gouvernement d'union nationale », *RFI*, 14 août 2013.

définitivement mis hors-course en août 2014 lorsqu'a éclaté l'affaire des « bébés importés » et qu'il a pris la fuite vers Paris[57].

Les accusations de machination politique restent à prouver étant donné qu'Abdou Labo, ministre de l'Agriculture et membre de la majorité, est aussi impliqué dans le dossier. Toutefois, la disparition d'Amadou du champ politique ouvre un boulevard au président Issoufou pour un second mandat, l'opposition ne disposant actuellement d'aucune personnalité en mesure de compenser la disparition du leader du Moden.

Le Moden décapité, le MNSD déchiré sur la question de la collaboration avec le PNDS, l'opposition à l'équipe dirigeante en place se trouve donc dans une position des plus défavorables pour aborder les scrutins de 2016. Pour le Niger, cette situation présente un réel potentiel déstabilisateur.

Figure 3 – « La renaissance tangue ! »



Il se murmure déjà dans les rangs des opposants qu'un boycott des élections de 2016 est la seule option envisageable[58]. Pareille décision porterait un coup sérieux au processus de reprise démocratique engagé après l'intermède militaire de 2010 en entamant dès le début la légitimité de la majorité qui aura été (re)portée au pouvoir par les urnes.

Plus grave, devant le blocage politique, certains membres de l'opposition envisageraient de recourir à des méthodes violentes pour lutter contre le pouvoir. Les émeutes des 16 et 17 janvier 2015 consécutives à la publication du magazine *Charlie Hebdo* sont emblématiques du climat délétère qui règne actuellement dans la politique nigérienne. Ces émeutes qui ont touché des lieux de cultes chrétiens, des bars et des commerces, principalement à Zinder et Niamey, ont rapidement pris un ton politique. Le gouvernement a accusé l'opposition d'avoir fomenté une tentative de déstabilisation en suscitant plus ou moins directement les émeutes[59]. D'ailleurs, à Agadez, c'est le siège du parti au pouvoir, le PNDS, qui a été la cible des émeutiers[60]. Le dimanche 18 janvier, une manifestation de l'opposition, maintenue par les organisateurs et interdite par la police en raison du contexte, a débouché sur de nouvelles violences[61].

57. L'affaire a éclaté le 26 juin 2014 et implique 17 personnes, 12 femmes et leurs maris. Elle concerne l'adoption illégale de nouveau-nés venus du Nigeria. Les prévenues sont accusées de supposition d'enfant, un délit puni au Niger. Cette affaire a dès le début pris un virage politique puisqu'elle concerne des femmes du ministre de l'Agriculture Abdou Labo et surtout de Hama Amadou, alors président de l'Assemblée nationale. Celui-ci a pris la fuite pour Paris le 28 août 2014. F. Couteau, « Hama Amadou en fuite », *RFI*, 28 août 2014. Voir aussi Hubert N., « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2014 », Note d'analyse du GRIP, 15 janvier 2015, p. 18-19.

58. Entretien de l'auteur avec des membres de l'opposition. Niamey, janvier – février 2015.

59. J.-P. Olivier de Sardan, « Comment le salafisme a pu prospérer au Niger », *Marianne*, 21 janvier 2015.

60. « Retour au calme à Niamey, où les manifestants se dispersent », *Le Monde*, 19 janvier 2015.

61. « Niger : des arrestations après la marche de l'opposition interdite », *RFI*, 18 janvier 2015.

Ces émeutes traduisent aussi le choc entre les agendas intérieur et extérieur des autorités du Niger depuis 2011. Comme le montre la caricature du journal *Le Courrier* (Figure 3)[62], l'opposition déplore les faibles avancées socio-économiques du Niger en critiquant l'attitude du pouvoir sur la scène internationale. Le président Issoufou cristallise ainsi l'incompréhension de par son attitude ambigüe : bien qu'il proclame « je suis Charlie » à paris le 11 janvier, il n'autorise pas la publication de *Charlie Hebdo* au Niger[63]. Les autorités nigériennes, très présentes au niveau international, semblent avoir creusé un fossé avec les demandes de la population. D'ailleurs, les symboles de la France, bien implantée au Niger notamment par le biais de ses bases militaires à Niamey, Agadez et Madama, ont été pris pour cibles par les émeutiers, notamment le centre culturel français de Zinder.

Enfin, plus inquiétant encore, ces événements ont marqué l'irruption de l'Islam sur la scène politique nationale. La religion est un facteur qui a souvent été ignoré par les analystes dans ce pays qui est musulman à 99 %. En attaquant des lieux de culte chrétiens et en s'opposant au slogan « je suis Charlie » à la sortie des mosquées, ces émeutes ont amené la religion sur le terrain de la contestation politique.

Alors que le Niger se bat au Mali et au Nigeria contre l'islamisme, cette rhétorique de contestation politico-religieuse pourrait servir de carburant pour la propagation du radicalisme dans le pays et constituer, à terme, une grave menace pour sa sécurité intérieure.

Conclusion

L'année 2015 s'annonce comme celle des défis pour le Niger. Les contextes économique et surtout sécuritaire ont jusqu'ici empêché le pays d'atteindre les ambitieux objectifs de développement qu'il s'était fixés lors du retour au régime civil. Une précédente Note d'Analyse du GRIP saluait l'engagement du pays sur la scène internationale[64], sans cependant mesurer les effets secondaires de cette diplomatie sécuritaire sur la sécurité interne.

Le Niger est aujourd'hui dans une situation fragile. La forte implication du pays sur la scène internationale a amplifié un ensemble de menaces qui n'étaient pas, à l'origine, orientées contre lui. Théâtre d'opération d'AQMI durant les années 2007-2012, le Niger est devenu une cible du terrorisme en raison de son implication dans les opérations militaires au Mali et de son action contre Boko Haram. Ces menaces extérieures ont effectué un transfert vers l'intérieur, comme en témoignent les attentats de mai 2013 et les attaques de Bosso et Diffa en février 2015. Toute l'énergie déployée sur le plan sécuritaire international semble avoir détourné les autorités de leurs préoccupations internes, d'autant plus que l'implication dans la crise malienne a amorcé un engrenage appelant le Niger à s'investir sur les dossiers libyen, nigérian et même burkinabé.

Sur le plan intérieur, le Niger a souffert de la rivalité pour le pouvoir entre le PNDS et le Moden. Le PNDS a déployé beaucoup d'efforts pour isoler le Moden et écarter son plus

62. « La renaissance tangue ! », *Le Courrier*, n° 349, 29 janvier 2015, p. 3.

63. A. Baldé, « Niger : le président Issoufou interdit la diffusion de Charlie Hebdo », *Afrik.com*, 16 janvier 2015.

64 D. Deltenre, « Niger : du coup d'État à l'engagement international », *op. cit.*

sérieux concurrent aux scrutins de 2016, provoquant un grave émiettement et un affaiblissement de l'opposition. Par désespoir, celle-ci pourrait multiplier les appels au boycott et aux manifestations violentes. Des incidents pourraient dès lors se produire dans le cadre des élections législatives et présidentielles de 2016.

Ces menaces ne devraient toutefois pas occulter les réalisations du pays depuis 2011. Après tout, lorsque la Libye, le Mali, la République centrafricaine et le Burkina Faso connaissaient des séismes politiques d'envergure, le Niger a résisté.

Son armée est mieux équipée que jamais et il est un partenaire fiable et respecté sur la scène internationale. Pour le gouvernement, la priorité en vue des élections de 2016 serait donc de capitaliser sur les acquis de la législature. La politique étrangère doit se faire plus discrète et laisser davantage de place à la réponse aux défis intérieurs.

Car les menaces externes risquent de nourrir les frustrations internes si aucune réponse rapide n'est proposée pour les apaiser. Enfin, une opposition politique acculée à des échéances électorales dans lesquelles elle porte peu d'espoir constitue une dangereuse bombe à retardement pour la majorité en termes de légitimité et de sécurité. Le PNDS, qui dans les circonstances actuelles pourrait bien briguer un nouveau mandat, a donc tout intérêt à travailler pour apaiser le climat et évacuer la contestation politique de la rue pour la ramener dans l'hémicycle.

***

L'auteur

Damien Deltenre est chercheur associé au GRIP et chercheur à l'Université catholique de Louvain. Il travaille sur les dimensions spatiales des guerres civiles africaines avec un centrage particulier sur la situation sécuritaire du Niger.

Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire